

La démocratie à l'heure d'Internet

ENTRETIEN AVEC JACQUES CAPDEVIELLE, chercheur au Cevipof

Auteur de *Démocratie : la panne*, éditions Textuel, 2005, 187 pages.

Internet est devenu, au fil des années, omniprésent dans la société contemporaine. On s'en sert pour consommer, pour communiquer, et aussi pour s'informer. Chaque parti politique a son propre site, chaque candidat tient son blog à jour. Mais les électeurs utilisent-ils Internet pour se forger une opinion politique ?

Quelle est la place d'Internet dans la société démocratique actuelle ?

La démocratie connaît un certain renouvellement avec Internet. Cette évolution présente des aspects positifs et des aspects négatifs. Premier et principal aspect positif : la diffusion de l'information ne peut plus être verrouillée aussi facilement qu'elle pouvait l'être dans des structures traditionnelles de type pyramidal. Par exemple, Attac a connu, lors des dernières élections au Parlement européen, une vague de protestations remontant de la base contre l'initiative consistant à présenter des listes « 100% alter » proposées par des responsables en vue de l'association. Ces réactions ont été nombreuses et immédiates, et chaque membre d'Attac disposant d'Internet pouvant se rendre compte de l'ampleur de ces protestations. Il a donc été impossible au bureau de laisser ce mouvement de mécontentement dans un tiroir. Le sommet hiérarchique ne peut plus cacher aussi facilement certains aspects qu'il voudrait laisser dans l'ombre. Grâce à Internet, il y a donc un élargissement de la démocratie avec une circulation rapide et immédiate de l'information.

Un autre aspect positif indéniable d'Internet est l'abolition de la distance. Il n'y a plus de frontières dès lors qu'on peut se connecter. Et certains groupes utilisent remarquablement cet outil. C'est le cas, par exemple, d'Indymedia qui diffuse des informations concernant la lutte des Indiens contre Coca-Cola, qui assèche littéralement certaines régions de l'Inde pour la production de son breuvage. Les internautes partout dans le monde ont pu découvrir cette lutte grâce à Internet, car aucun média traditionnel ne l'a relayée. On est en temps réel informé de ce qu'il se déroule à l'autre bout du monde. Cela permet également de fédérer des mouvements qui ne peuvent se retrouver que grâce à Internet. C'est un fabuleux fédérateur.

Mais il y a aussi des aspects négatifs avec Internet. Les organisations en réseaux qu'Internet développe tendent à mettre en question toute forme de délégation, ce qui pose la question de la légitimité dans ces organisations. Qui est légitime pour parler au nom du groupe et pour l'engager ? Qui détient un mandat pour conclure en son nom ? C'est un grand

problème, que nous constatons depuis le premier sommet de Porto Alegre et les forums sociaux. Car il est aisé de dire qu'un autre monde est possible. Oui, mais lequel ? Qui est légitime pour proposer un autre monde, et au nom de quel mandat ? Ces formes de démocratie nouvelle sont une bonne chose, mais elles ne peuvent pas faire l'économie de la démocratie participative, de l'élection, au fondement de toute délégation démocratique. Ces débats ne sont pas nouveaux. On les trouve déjà fin à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, à l'occasion de la structuration du mouvement ouvrier, en particulier avec l'apologie de la démocratie directe par les anarcho-syndicalistes. Par ailleurs, l'utilisation d'Internet soulève la question des ego. On peut le voir facilement sur les différentes listes ou forums de discussion. Narcissisme et exhibitionnisme qui sont souvent encouragés par ce type d'outil de communication. Une réaction par courrier traditionnel prend un certain laps de temps, qui soumet la personne réagissant à un délai de réflexion lui permettant de modifier, voir d'atténuer son propos. Un échange téléphonique peut de son côté inciter à prendre en compte les réactions exprimées en direct par l'interlocuteur. Le courriel est spontané, simple et permet donc à la personne de se « lâcher », sans délai de réflexion et sans la présence en ligne du destinataire. De courriel en courriel, l'agressivité peut monter très vite.

Enfin, pour une simple question de disponibilité, ces listes tendent à être monopolisées par des gens qui ont le temps, c'est-à-dire les retraités, les professeurs et enseignants ou les insomniaques. Cette appropriation des uns peut décourager les autres, qui ont moins de temps, et donc amoindrir le côté démocratique de cet outil qu'est Internet.

Comment les politiques se sont-ils emparés du Web dans la campagne présidentielle ?

C'est très difficile de mesurer l'impact de cette nouveauté dans le cadre d'une campagne politique, car c'est encore trop récent. Mais on peut d'ores et déjà dire que cela modifie les choses, même si les visiteurs des sites et des blogs politiques restent peu nombreux. Environ 6% de l'ensemble des électeurs se connectent aux sites des différents partis politiques. Ces



© Jean-Marie Heindinger

ON UTILISE LE WEB COMME UN OUTIL SIMPLIFICATEUR AU QUOTIDIEN, COMME UN OUTIL DE COMMUNICATION ADMINISTRATIF, MAIS PAS ENCORE COMME UN OUTIL D'INFORMATION POLITIQUE.

familiers du Web vont toutefois être des relais d'opinion, diffusant ensuite l'information autour d'eux. On a pu le constater lors du débat sur le référendum européen, on le voit un peu moins dans cette campagne. La péripétie de Ségolène Royale avec les enseignants lors de son interpellation sur un blog en est la preuve. Très peu de gens ont initialement visité ce blog. En revanche, ceux qui se sont connectés l'ont relayé, et les médias s'en sont emparés, lui donnant sa véritable audience.

Il n'en reste pas moins que toutes les enquêtes montrent que, pour une immense majorité de citoyens, le journal de 20 heures de TF1 reste la source principale pour se faire une opinion politique, et cela est encore vrai aujourd'hui. Le jeu est donc un peu pipé entre les deux ou trois principaux candidats, et c'est là que se joue l'essentiel. Cela va sans doute évoluer dans les dix ou vingt prochaines années, mais pour l'instant la télévision reste le média principal pour se forger une opinion.

Mais, de plus en plus, les jeunes passent davantage de temps devant leur ordinateur que devant la télévision. Ces jeunes citoyens continuent-ils à se forger une opinion devant leur télévision ?

Bien entendu, mais ces jeunes ne consultent pas les blogs politiques ni les sites des différents partis. Ils continuent à s'informer par le journal de 20 heures d'où ils tirent des informations politiques, avant de retourner à leur ordinateur pour se connecter à des sites apolitiques. Les internautes qui visitent des sites politiques sont très minoritaires. Même si, dans la vie quotidienne, Internet commence à jouer un rôle dominant dans la vie des citoyens. Certaines institutions, comme la Sécurité sociale par exemple, utilisent maintenant grandement cet outil. Le site www.ameli.fr est utilisé pour toutes les démarches administratives nécessaires, mais les lignes téléphoniques de la Sécurité sociale étaient toujours encombrées, Internet est donc venu pallier ce manque. Le système des serveurs téléphoniques est à mettre en parallèle avec l'utilisation des sites de ces institutions. C'est devenu de plus en plus cher et de plus en plus coûteux de les appeler. C'est bien plus simple de se connecter et de tout régler en quelques clics de souris.

On utilise le Web comme un outil simplificateur au quotidien, comme un outil de communication administratif, mais pas encore comme un outil d'information politique. Les citoyens ne sont pas encore motivés pour cela. Le journal de 20 heures est simple, rapide. En quelques minutes, les principales informations politiques sont données. Sur Internet, il faut chercher, surfer, cela demande du temps que beaucoup ne sont pas encore prêts à consacrer à la quête d'information politique. S'inscrire à des forums interactifs constitue une autre démarche, qui va demander de la disponibilité, et beaucoup ne sont pas prêts à cette démarche. Cette situation risque de changer, car Internet est encore un outil nouveau. Les utilisateurs du Web sont encore très jeunes, et cela va donc évoluer avec leur développement politique. Même si la comparaison est difficile avec les Etats-Unis, le Web y est apparu cinq à dix ans avant l'Europe, et le premier vote en ligne a eu lieu. En général, ce

qui se passe là-bas finit par être récupéré en Europe et donc en France, une fois adapté. On peut donc penser qu'un vote en ligne sera un jour organisé en France, mais on n'est pas encore prêt, et je ne pense pas que cela soit pour un futur proche. Toujours est-il qu'un vote en ligne ne ferait pas diminuer le taux d'abstentionnistes, car il ne faut pas confondre facilité de vote et projet, projet et proximité. Ce n'est pas la distance entre le pouvoir et le citoyen qui explique cette montée constante et durable de l'abstention, mais c'est l'absence de projet. On a le sentiment que, finalement, depuis quinze ans, l'alternance de pouvoir entre la gauche et la droite a déçu beaucoup de citoyens qui ne se sentent plus représentés par les partis politiques. Nos concitoyennes et nos concitoyens manquent de projets alternatifs auxquels ils pourraient adhérer et pour lesquels ils seraient motivés pour aller voter.

Mais est-ce qu'Internet facilite la diffusion des petits partis ? Du fait de la réduction des coûts d'envoi, la diffusion de certains messages peut être facilitée.

Bien sûr, et cela rejoint ce que je disais quant à la diffusion de l'information. Mais il faut se méfier, car cela peut noyer l'information également, et, une information en chassant une autre, la facilité de cet outil élimine la hiérarchie entre les informations. Le citoyen a plus de difficultés à trier, à sélectionner ces informations et, comme je le disais, il se réfugie donc devant le journal télévisé de 20 heures de TF1. Cet accroissement du nombre d'informations en circulation risque de nourrir cette culture du zapping que nous connaissons déjà.

Est-ce qu'Internet joue un rôle dans l'engagement social, associatif, citoyen ?

Le recours à Internet permet de concilier les aspirations à la spontanéité et les contraintes de l'organisation. Le RESF, par exemple, a su utiliser Internet pour fédérer des citoyens responsables mais qui ne s'engageaient pas forcément dans un mouvement. La diffusion de messages urgents concernant des expulsions de sans-papiers a contribué à sensibiliser certaines parties de l'opinion. Les invitations régulières à des manifestations spontanées pour empêcher une expulsion sont grandement facilitées par Internet. Le rôle de cet outil est donc primordial pour certaines structures qui ont utilisé Internet pour fédérer des personnes qui n'étaient pas forcément militantes à la base.

Cet engagement prend d'ailleurs des nouvelles formes, on recherche un résultat immédiat tout en s'engageant ponctuellement. Le monde associatif s'adapte donc plus facilement à Internet que le monde politique.

L'anonymat que procure Internet offre la possibilité d'un engagement plus distancié, discontinu. Mais tout cela est en constante évolution, il est donc difficile de dire comment vont évoluer les choses. ●

Propos recueillis par Ingrid Arnoux